



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

21^{ème} Comité Intergouvernemental d'Experts

Croissance et transformation en Afrique de l'Est : *Accélérateurs et freins*

Lieu: Moroni, Union des Comores

Dates: 7-9 Novembre 2017.

Dîner - table ronde:

**Les ressources de la diaspora pour la croissance et la
transformation structurelle en l'Afrique de l'Est**

I. Contexte

Pour de nombreux pays d'Afrique de l'Est, les envois de fonds représentent une source importante et stable de fonds qui dépassent parfois l'aide publique au développement (APD) et les flux financiers provenant des investissements directs à l'étranger (IDE). Les envois de fonds des pays d'Afrique de l'Est pourraient jouer un rôle plus important dans la diversification et l'autonomisation de leurs économies.

Selon les estimations, entre 150 000 et 250 000 citoyens comoriens vivent et travaillent à l'étranger (95 % en France). Ces travailleurs transfèrent une grande partie de leur revenu aux Comores. Entre 2000 et 2010, les transferts annuels moyens des migrants se sont élevés à 31,5 milliards de francs comoriens (76,4 millions de dollars) contre 1,26 milliard de francs comoriens (3,05 millions de dollars) et 13,9 milliards de francs comoriens (33,7 millions de dollars) pour les IDE et l'APD respectivement.

La recherche montre que la plupart de ces fonds sont dépensés directement par les familles pour leurs besoins essentiels en matière de nourriture, d'éducation, de soins de santé et de logement. Néanmoins, il serait utile de pouvoir canaliser une plus grande partie de ces fonds - une fois les besoins essentiels satisfaits - vers des activités telles que des projets locaux de développement d'infrastructures et de formation professionnelle. Les gouvernements de ces pays pourraient également utiliser ces importantes ressources - dont la majorité provient de transferts privés vers les familles - pour renforcer leurs économies. Les Etats pourraient prendre des mesures telles que l'amélioration des services bancaires et financiers nationaux, de sorte qu'une plus grande proportion de ces fonds soit disponible pour l'investissement, le développement des petites entreprises et la création d'emplois pour des populations de plus en plus urbanisées qui ne peuvent plus dépendre de l'agriculture pour leur survie.

Malgré une certaine hétérogénéité des pays les moins avancés (PMA), la valeur des envois de fonds par rapport au PIB ou aux recettes d'exportation est historiquement beaucoup plus importante dans les PMA que dans les autres pays en développement. (En Afrique de l'Est, il y a une concentration particulièrement notable de pays classés PMA : douze sur les quatorze que compte la région). En moyenne, dans les PMA, ils représentent jusqu'à 4,4 % du PIB et 15 % des recettes d'exportation contre 1,6 % et 4,5 % respectivement pour les autres pays en développement.

Depuis quelques années, la CEA soutient que le renforcement de l'industrialisation et des capacités productives du secteur manufacturier est la meilleure stratégie à long terme pour lutter contre la pauvreté. L'amélioration des capacités manufacturières entraîne également des profits plus élevés et la création d'emplois mieux rémunérés. La CEA recommande que ces transferts de fonds soient affectés efficacement à l'amélioration des capacités manufacturières des Etats, c'est-à-dire à renforcer la capacité à produire une plus grande variété de biens et de services pour le marché intérieur et l'exportation.

II. Objectifs de la session

Certains pays de la région tels que l'Éthiopie, le Rwanda et les Seychelles ont réalisé des progrès considérables dans la mobilisation de leur diaspora et la création d'un environnement propice à leur développement.

Le dîner-table ronde de haut niveau se tiendra sous a forme de l'apprentissage par les pairs, autour d'une discussion interactive , abordant la façon de tirer parti des ressources de la diaspora en vue de la croissance et la transformation structurelle des pays d'Afrique de l'Est. La table ronde permettra également des échanges sur les défis et les opportunités associés à l'impact des envois de fonds vers les pays d'Afrique de l'Est.

III. Participation

La session réunira des experts des Etats d'Afrique de l'Est, ainsi que des représentants du secteur privé, de la société civile et d'autres structures compétentes. Pour de plus amples renseignements et précisions, veuillez contacter le point focal de CEA / BSR-AE pour la session: M. Didier Habimana, email : habimanad@un.org.

IV. Programme provisoire

- **S.E. Azali Assoumani**, Président de l'Union des Comores
 - **M. Abdou Katibou**, Directeur Général de l'Agence Nationale de Promotion des Investissements aux Comores (ANPI)
 - **Discussion sur les expériences pays**
-